

FRANCO PLUS

Le Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale

25 ans de commerce sans frontières

PHILIPPE ORFALI
porfali@ledroit.com

"Welcome", « Bonjour »!
Cette courte phrase pleine de sens, c'est celle que souhaite propager dans les commerces de la capitale le Regroupement des gens d'affaires (RGA), dans le cadre de sa nouvelle campagne publicitaire, présente depuis peu dans les autobus d'OC Transpo.

À l'aube de son 25^e anniversaire et à la veille de son gala annuel, le RGA de la Capitale nationale poursuit donc ce combat entamé il y a neuf ans : encourager l'usage du français dans le monde des affaires.

Si beaucoup de travail reste encore à faire aujourd'hui, les entrepreneurs anglophones sont mieux encadrés que jamais pour offrir des services bilingues, soutient la dynamique présidente-directrice générale du RGA, Joanne Lefebvre, même si elle convient qu'il n'est pas toujours évident de se faire servir en français dans la capitale.

« Nous avons sondé 1000 entreprises sur leurs besoins en matière de bilinguisme. La réponse a été claire : elles avaient besoin d'aide à la traduction, au recrutement et à la formation de personnel en français. » Le RGA a donc développé une trousse à l'intention des entreprises anglophones ainsi que des services pour répondre à ces trois besoins. La trousse d'aide comprend notamment une affiche « Ouvert/Fermé » et un minilexique anglais-français adapté aux secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et du commerce au détail. « Notre but, ce n'est pas de forcer la main, mais d'épauler les entrepreneurs », ajoute M^{me} Lefebvre.

« Quand on parle à un client dans sa langue, on peut mieux communiquer et mieux lui vendre sa salade. Les gens d'affaires comprennent ça. Plus on leur parle de nos outils, plus on démystifie le français », assure-t-elle, avant d'ajouter que les gens d'affaires ne sont pas les seuls à blâmer.

Le paradoxe franco-ontarien

Les francophones d'Ottawa sont « eux aussi responsables » de l'offre « limitée » de services dans leur langue, affirme sans ciller la pdg. « C'est un réflexe ancré dans notre identité d'entrer dans un magasin et de dire *Hello, may I have...?* C'est pour ça qu'on n'en a pas de services ! »

C'est pour cette raison que le RGA a lancé une autre campagne en décembre dernier, celle-là pour encourager les francophones à se prévaloir des services dans leur langue. « Quand on magasine pour les Fêtes, on peut le faire en français. C'est sim-



« Quand on parle à un client dans sa langue, on peut mieux communiquer et mieux lui vendre sa salade. Les gens d'affaires comprennent ça », assure la dynamique pdg du RGA de la Capitale nationale, Joanne Lefebvre.

ple ! » L'organisme promet de récidiver l'année prochaine.

Une économie en santé

En ces temps économiques difficiles, la communauté d'affaires francophone d'Ottawa peut se féliciter d'avoir tenu le coup, se réjouit M^{me} Lefebvre. « L'économie franco-ontarienne se porte très bien. Nous avons une multitude d'entreprises qui font de bonnes affaires en français. » Heureusement, dit-elle, le Canada se tire relativement bien d'affaire dans cette crise, en partie à cause de la prudence fiscale des gouvernements. Un état de choses dont bénéficie l'économie de la région.

Sondés en mars, seul 12% des employeurs de la région prévoient des mises à pied au cours du deuxième trimestre, contre 20% en décembre. « Il n'y a rien d'acquis en affaires. La clé du succès est un travail acharné, une bonne stratégie et une pincée de chance. C'est d'autant plus vrai en période de récession », dit M^{me} Lefebvre.

Autre occasion de célébrer : les 25 ans du RGA. À l'invitation de l'entrepreneur Jacques de Courville Nicol, les gens d'affaires francophones de la région formaient une chambre de commerce nouveau genre. « Ce groupe de Franco-Ontariens s'est uni afin de se rapprocher des gens d'affaires de l'Outaouais, rappelle M^{me} Lefebvre. Ils voulaient des services en français, de la formation en français et, surtout, faire affaires en français. »

Après un quart de siècle, le RGA se dit plus vivant que jamais. En 2000, la seule chambre de commerce francophone présente des deux côtés de la rivière comptait

234 membres. Aujourd'hui, ce nombre a presque triplé. Et près du quart des membres du RGA sont francophiles.

Une réussite qui sera soulignée

demain soir, dans le cadre de sa 23^e soirée d'excellence. En nomination, 25 finalistes dans sept catégories. 800 invités sont attendus au Hilton Lac-Leamy.

15 BOUGIES POUR LE CENTRE DES SERVICES À LA FAMILLE DE VANIER



Le Centre des services à la famille a célébré hier ses 15 ans lors d'une soirée de reconnaissance à ses nombreux bénévoles. L'organisme, fondé par Sœur Micheline Beaulne, en 1994, offre des services de prévention aux enfants de deux écoles primaires du secteur Vanier, les écoles Vision Jeunesse et Le Petit Prince, en collaboration avec des bénévoles et de plusieurs autres organismes du milieu. On voit ici, au milieu des enfants souriants, Diane Doré et Ronald Caza, parrain et marraine de la célébration.

Retrouvailles à Ste-Marie

L'école élémentaire catholique Sainte-Marie de Blackburn Hamlet fêtera ses 50 ans cette année. Les personnes qui ont fréquenté ou qui ont fait partie du personnel de cette école sont invitées à venir célébrer à l'occasion de ce grand anniversaire. Une soirée retrouvailles aura lieu le 5 juin prochain de 17 h 30 à 21 h 00, à l'école. Les billets sont disponibles au secrétariat de l'école, au 2599 chemin Innes à Blackburn Hamlet avant le 29 mai 2009.

LEDROIT

LEDROIT, LE VENDREDI 17 AVRIL 2009



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 17 avril 2009 à 00h22 | Mis à jour à 00h28

Les églises de la Petite-Nation consultent la population



Le sondage vise non seulement les pratiquants, mais toute la communauté, des simples citoyens aux entreprises de la région.
Archives, LeDroit



Yves Soucy
Le Droit

En cette période où la pratique religieuse décline, les 14 paroisses catholiques de la Petite-Nation veulent mieux connaître leur milieu pour s'adapter aux besoins réels de la population.

En plus d'une étude sur le contexte socio-économique de la Petite-Nation, les paroisses réaliseront un sondage de la population: pratiquants, non-pratiquants, entreprises, organismes, etc.

« En ce moment, les gens ont le goût d'émettre leur opinion sur la religion. Ils ont des choses à dire. Ça peut être bien ou non, mais c'est important qu'ils le disent en participant à notre sondage. Il ne faut pas juste écouter ceux qu'on connaît, mais aussi ceux qu'on ne connaît pas. On va peut-être s'apercevoir que si on change certaines choses, les gens seront prêts à revenir », souligne Marie Roy, responsable du sondage.

Le questionnaire sera disponible dans les paroisses dès la semaine prochaine. Des boîtes seront placées dans les églises pour y déposer les formulaires complétés. Des questionnaires seront également postés afin de rejoindre les non-pratiquants et les entreprises. On espère qu'environ 1000 personnes répondront au sondage.

La compilation des résultats se fera en juin, afin d'être en mesure d'implanter les solutions retenues dès septembre prochain.

Les résultats de la recherche permettront entre autre à la zone pastorale de la Petite-Nation d'explorer des avenues de mise en commun leurs services et ressources. Ils aideront aussi à former des liens plus étroits avec les organismes locaux, pour mieux répondre aux besoins de la population, tout en maintenant les services pastoraux. Déjà, les paroisses souhaitent se concerter pour accroître leur capacité de communication, en favorisant l'accès à Internet par fibre optique par exemple.

Une grande crainte de la population est de voir leur église locale fermer ses portes, tant par une baisse de la pratique religieuse que par les coûts engendrés par l'entretien de ses immeubles patrimoniaux.

Le curé de la paroisse Saint-Jean l'Évangélique, à Thurso, Gérard Croteau, ne cache pas que ce sont les funérailles que sa communauté a connues en 2008 qui lui ont permis de boucler le budget paroissial.

Un comité *ad hoc* a justement été formé pour chercher de nouveaux moyens, outre la quête dominicale, pour financer les paroisses.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



La Police d'Ottawa et Rogers offrent un atelier de sensibilisation aux dangers d'Internet



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 16 avril 2009 à 17:56

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Pour sensibiliser les jeunes âgés entre 10 et 15 ans et leurs parents, Rogers Communications et la Police d'Ottawa offrent des ateliers gratuits, le samedi 18 avril, au Cinéma Rainbow du Centre commercial Saint-Laurent. Sous le thème *Parlons-en de la sécurité Internet*, les présentateurs vont rappeler les moyens à prendre tant aux jeunes qu'aux parents afin d'être prudent lorsque les enfants naviguent dans Internet. Pour que les enfants et parents comprennent le message qui leur est destiné, les deux générations seront séparées afin d'adapter le message aux besoins de l'auditoire. Des présentations vidéo, des témoignages et des discussions seront au programme de cet événement.



Le détective de la section des crimes technologiques et de l'exploitation des jeunes par Internet, François Corkery, souhaite que cet atelier puisse améliorer la communication entre ces deux générations.

«Il faut s'assurer que la communication soit ouverte entre les parents et les enfants, pour que tout le monde sache ce qui se passe dans Internet», a-t-il mentionné.

Comme la nouvelle génération utilise de plus en plus ces nouvelles technologies, le détective Corkery insiste sur la pertinence d'une telle présentation.

«Internet est toujours en changement, il y a de nouveaux sites, de nouvelles choses qui s'ajoutent quotidiennement. De nouvelles informations s'ajoutent donc à chaque année», a-t-il rappelé.

La gérante des Affaires communautaires et les relations avec les médias de Rogers Communications, Karen Keskinen, rappelle le rôle que peut jouer cette compagnie dans la communauté.

«C'est une opportunité pour contribuer à la communauté. Nous avons 2100 employés, dont plusieurs sont des parents qui sont aussi intéressés à résoudre les défis qu'amènent Internet dans une famille.

C'est ainsi que nous avons décidé de nous associer avec la Police d'Ottawa pour établir ce programme», a-t-elle souligné.

L'atelier en français sera offert gratuitement le samedi 18 avril, de 9h30 à 11h, au Cinéma Rainbow du Centre commercial, situé au 1200, boulevard Saint-Laurent. Pour plus d'information, vous pouvez composer le 613-236-1222, poste 5355.

DonneTonMinimum.com

L'assurance auto en ligne
EXCLUSIVE aux 16-29 ans

Reçois 100 \$ à l'achat *

Obtiens une soumission
maintenant >

* Certaines conditions s'appliquent



cyberpresse.ca

leSoleil

Espace maintenant disponible
Contactez votre représentant
418.686.3435

Publié le 16 avril 2009 à 05h00 | Mis à jour le 16 avril 2009 à 09h15

Gare au cocktail boulot-études



Au-delà de 20 heures de boulot par semaine, un jeune a deux fois plus de chance de quitter l'université.

Photothèque Le Soleil



Daphnée Dion-Viens

Le Soleil

(Québec) David, 21 ans, sait qu'il travaille trop. En plus d'étudier à temps plein en communication à l'Université Laval, il travaille 24 heures par semaine dans les cuisines d'un restaurant. «C'est sûr que mes études en souffrent, dit-il. Mais je n'ai pas le choix. Je ne veux pas m'endetter, par principe.»

Or, conjuguer boulot et études peut être un jeu dangereux. Selon une étude publiée hier par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, les étudiants qui travaillent risquent davantage de décrocher avant la fin de leurs études universitaires.

«On lance un signal d'alarme», affirme Anne Motte, coauteure de l'étude et chercheuse à la

Fondation. «Il faut faire attention. Le travail peut avoir un impact négatif sur la persévérance scolaire.»

L'équation est simple : plus un étudiant travaille, plus le risque est élevé. Au-delà de 20 heures de boulot par semaine, un jeune a deux fois plus de chance de quitter l'université. Ce constat est basé sur les données d'une étude longitudinale de Statistique Canada qui retrace le parcours d'une cohorte de jeunes âgés de 18 à 20 ans.

Mme Motte tient toutefois à nuancer ces résultats. «On sait qu'il y a des jeunes qui travaillent 25 heures par semaine et qui réussissent très bien dans leurs études, parce qu'ils sont très motivés. Mais chaque étudiant doit se poser la question suivante : "Est-ce que pour moi, travailler en étudiant est vraiment une bonne chose?"»

L'étude, à laquelle a participé l'économiste Saul Schwartz de l'Université Carleton, démolit aussi une idée bien répandue dans la population. «Généralement, on pense que 10 ou 15 heures de travail par semaine n'a pas

vraiment d'effet sur la réussite scolaire, affirme Mme Motte. Mais ce n'est pas si simple, au contraire. Quelques heures de travail peuvent avoir un impact négatif.» En fait, les auteurs de l'étude affirment que «le fait de travailler durant les études est plus nuisible qu'on le croit

généralement».

Pourtant, les étudiants salariés n'ont jamais été aussi nombreux. En quelques décennies, le nombre d'étudiants canadiens âgés de 20 à 24 ans qui reçoivent un chèque de paye a connu une augmentation fulgurante, passant d'un peu plus de 20 % en 1976 à près de 50 % aujourd'hui. Au Québec, le portrait est semblable, même si les droits de scolarité y sont moins élevés que dans les autres provinces canadiennes.

Au fil des ans, le nombre d'heures consacrées au boulot a aussi constamment augmenté. Selon les derniers chiffres disponibles, qui datent de 2004-2005, les étudiants universitaires travaillent en moyenne 16,5 heures par semaine. Les étudiantes sont par ailleurs plus présentes sur le marché du travail que leurs collègues masculins.

Payer le loyer... ou l'auto

Mais contrairement à David, tous ne travaillent pas uniquement pour éviter de s'endetter ou pour payer le loyer. Parfois, il s'agit d'un choix bien personnel. Gabrielle, 20 ans, travaille dans un restaurant une vingtaine d'heures par semaine tout en étudiant en relations industrielles à l'Université Laval. «Des fois, ça me sort par les oreilles! Mais c'est sûr que c'est un choix. J'habite chez mes parents, alors je travaille pour payer mon auto. Je ne me prive pas trop», lance-t-elle.

Selon un sondage effectué par la Fondation des bourses d'études du millénaire auprès de 7000 étudiants, plus de la moitié (52 %) des jeunes travaillent pour payer des dépenses nécessaires, alors que 22 % travaillent pour «accroître leur revenu disponible».

Avec la crise économique et les pertes d'emplois qui s'accumulent, un plus grand nombre d'étudiants pourraient se tourner vers le marché du travail, ajoute Mme Motte. Si un des deux parents perd son emploi, l'étudiant pourrait être tenté d'aller chercher des revenus ailleurs, si la contribution des parents n'est plus suffisante.

La solution? «Il faut trouver une façon d'aider financièrement les étudiants qui mettent leurs études en péril parce qu'ils doivent travailler durant leurs études», écrivent Anne Motte et Saul Schwartz. Les auteurs suggèrent de mettre en place une marge de crédit subventionnée par le gouvernement qui permettrait d'offrir aux étudiants de l'aide plus rapidement et au moment opportun. Une mesure qui ne convaincra toutefois pas David de renoncer à son boulot.



cyberpresse.ca

Publié le 16 avril 2009 à 07h30 | Mis à jour le 16 avril 2009 à 07h36

Japon: des écoles primaires sans élèves vendues aux enchères



Agence France-Presse
Tokyo

Une municipalité japonaise s'apprête à vendre aux enchères sur internet quatre écoles primaires devenues inutiles en raison de la baisse du nombre de jeunes élèves, sur fond de natalité en berne.

La petite ville de Niikappu, située sur l'île nippone septentrionale de Hokkaido, prévoit de proposer le mois prochain au plus offrant ses quatre écoles désertées, via le site d'enchères de Yahoo! Japan, selon Hidenori Tsutsumi, un fonctionnaire municipal chargé de suivre l'affaire.

La salle de vente virtuelle de Yahoo! Japan (société japonaise) accueille déjà depuis longtemps des objets et équipements cédés par le

secteur public nippon, mais le cas de Niikappu illustre l'inquiétante évolution de la démographie du Japon.

Cette cité agricole et port de pêche de 11 000 habitants a fermé l'année dernière sept de ses neuf écoles. Trois des établissements clos ont été convertis en bâtiment administratif pour le premier, maison de repos pour le deuxième et local de club hippique pour le troisième. Mais quatre n'ont pas encore trouvé d'acquéreur, ce qui a conduit la municipalité à envisager le recours aux enchères sur internet.

Trois des écoles à vendre se targuent d'enfermer des logements spacieux (utilisés alors par des enseignants) et une piscine. Mise à prix: de 21,8 millions à 67,4 millions de yens (de 262 000 à 825 000 \$ CAN).

Hokkaido est une des zones les plus rurales et les moins peuplées du Japon, défavorisée par son climat très froid.

La chute du nombre de naissances est cependant un problème qui concerne l'ensemble du Japon, pays où les personnes de plus de 65 ans sont déjà bien plus nombreuses que celles de moins de 13 ans et où les mesures politiques pour faciliter l'éducation des tout-petits comme les infrastructures nécessaires sont encore notoirement insuffisantes.



cyberpresse.ca

Publié le 16 avril 2009 à 14h22 | Mis à jour le 16 avril 2009 à 14h25

Des étudiants de l'UQAM occupent le bureau de comté de Bachand



Des autocollants ont été apposés sur les murs du bureau du ministre, où la manifestation des étudiants se déroule dans une ambiance décontractée.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse



Hugo Meunier

La Presse

Une cinquantaine d'étudiants de l'UQAM ont investi depuis ce matin le bureau de comté du député d'Outremont et nouveau ministre des Finances, Raymond Bachand, dans le quartier Côte-des-Neiges à Montréal.

À l'instar des enseignants présentement en grève, les étudiants revendiquent un réinvestissement massif dans leur université, l'embauche de 300 nouveaux professeurs et des conditions salariales comparables à celles offertes dans les autres universités canadiennes.

Les étudiants ont fait irruption vers 11 h dans les locaux du député Bachand, au premier étage d'un immeuble commercial situé au 5450

Chemin Côte-des-Neiges. «On a d'abord sonné et on a dit qu'on voulait parler au ministre. On s'attendait au fait qu'il soit absent, mais on a refusé de nous mettre en contact avec lui», raconte Alain Savard, un étudiant en Sciences politiques qui prend part à ce *sit-in*. Comme lui, des milliers d'étudiants des facultés des Sciences humaines et des Arts sont présentement en grève.

Plusieurs policiers sont sur place pour assurer que tout se passe dans l'ordre.

Les employés du bureau de circonscription sont pour leur part encore au travail, malgré la présence des étudiants assis au milieu du local.

La manifestation se déroule dans une ambiance décontractée. Les étudiants sortent sans problème griller des cigarettes à l'extérieur ou acheter de la pizza. Quelques autocollants ont été apposés sur les murs du bureau

Les étudiants prévoient maintenir leur siège jusqu'à ce que le ministre Bachand, qui a hérité du portefeuille des Finances la semaine dernière, s'engage à les rencontrer.

De leur côté, les policiers n'ont pas reçu la consigne d'évacuer les manifestants.

Au début du mois, une cinquantaine d'étudiants avaient été arrêtés après avoir occupé une partie du pavillon Hubert-Aquin durant une partie de la nuit.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.